

au premier ministre. Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique ont annoncé hier qu'une étude sérieuse au sujet d'une union atlantique serait entreprise sous la direction de M. Deutsch. Le premier ministre serait-il prêt à indiquer l'intérêt que le gouvernement fédéral porte à une pareille union et à dire si des instances officielles seront présentées par le gouvernement fédéral au groupe d'étude?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, tout gouvernement fédéral, j'en suis sûr, s'intéresserait au maximum à cette étude entreprise par les provinces intéressées. Si l'on demande au gouvernement fédéral son opinion sur une question de cette importance, il sera, j'en suis sûr, très heureux de la faire connaître.

M. Bell: Une question complémentaire. Le premier ministre serait-il prêt à offrir toute la collaboration possible au cas où des difficultés d'ordre constitutionnel se présenteraient? Par exemple, dans les Maritimes nous ne voudrions pas que notre représentation au Sénat soit réduite à cause d'une union. Des questions de cet ordre seraient importantes.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, la représentation au Sénat ne constitue pas évidemment une entrave.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LE PAIEMENT EXPÉDITIF DES CULTIVATEURS DE L'OUEST

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Elle découle de la déclaration qu'il a faite tantôt. Le ministre pourrait-il user de son influence et de ses bons offices auprès de la Commission du blé afin de veiller à ce qu'on envoie les chèques aux cultivateurs de l'Ouest canadien qui sont dans une situation difficile et qui ont besoin d'argent. Ma demande, naturellement, vise également les cultivateurs intéressés à venir prendre part à certain événement la semaine prochaine à Ottawa et qui ne pourraient pas, sans cela, se payer le voyage.

LES DÉBOUCHÉS FUTURS POUR LES CÉRÉALES CANADIENNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. S. J. Enns (Portage-Neepawa): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre du Commerce. Vu la confiance que traduisait l'annonce de paiements plus élevés

[M. Bell.]

que jamais pour le blé, est-il optimiste quant aux débouchés futurs pour les céréales canadiennes au point d'encourager les cultivateurs à produire encore plus de blé que l'année dernière.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je me suis toujours fié au jugement des cultivateurs canadiens dans ce domaine et je suis certain qu'ils sauront s'adapter aux conditions du marché.

LA PÊCHE

LA CHASSE AU PHOQUE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION DÉTAILLÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, étant donné qu'une partie de la session tire à sa fin, je me demande si le premier ministre serait disposé à répondre à la presse britannique qui a publié des descriptions épouvantables des massacres de phoques et des allégations générales selon lesquelles la chasse serait entachée de cruauté et de brutalité, ce qui, en dépit de certaines améliorations, ne contribue pas à rétablir la réputation du Canada.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je conviens que le compte rendu du *Daily Mirror* ternit la réputation du Canada, même si l'article est sans fondement, comme je le crois. On prend des mesures pour faire enquête et répondre aux accusations.

LES MÉDICAMENTS

LA PRÉTENDUE CONTREFAÇON GÉNÉRALISÉE DE PRODUITS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. M. Forrestall (Halifax): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social étant absent, j'adresse ma question au premier ministre. Le 21 mars, le député de Saskatoon (M. Brand) a interrogé le ministre au sujet de la contrefaçon des médicaments qui se pratiquerait sur une échelle de plus en plus grande au Canada. Le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement a fait une enquête à ce sujet?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je sais que le ministre a entamé une enquête, mais j'ignore si elle est terminée. Je me renseignerai et verrai s'il est possible de satisfaire mon ami avant l'ajournement.